

La révolution qui vient

Réponse à *L'Insurrection qui vient*

Johann Elbory

En guise d'introduction

En novembre 2008, l'affaire des inculpés de Tarnac a eu un fort impact dans le milieu militant et, de manière beaucoup plus général, dans l'ensemble de la société française. Un groupe de jeunes, se réclamant de la mouvance "anarcho-autonome", auteurs présumés de l'essai *L'Insurrection qui vient*, est interpellé dans un petit village de la Corrèze, Tarnac. On accuse ce groupe d'être à l'origine d'actions de sabotage sur plusieurs lignes SNCF, à l'aide de crochets disposés sur les caténaires. Julien Coupat, que les enquêteurs désignent rapidement comme la tête pensante de ce réseau, passera plusieurs mois derrière des barreaux, sans réelles preuves ni pièces à convictions, au nom des lois antiterroristes. L'opinion publique française découvre dans la stupéfaction l'existence de ces groupes, que les médias catégorisent très vite sous la qualification floue d'"ultragauche", très minoritaires, marginaux, opaques et, parfois, violent. Le spectre des mouvements terroristes des années 1970-1980 est alors agité par le pouvoir, entraînant ainsi plus de peur que d'analyse.

Mais qui sont ceux que l'on désigne parfois, dans le milieu militant, sous l'appellation péjorative de "totos" ? Quelles sont leurs positions, leurs stratégies, leurs modes d'actions ? Ou peut-on les placer sur l'échiquier politique

traditionnel ? L'immense majorité de la population, qui a découvert l'existence de cette mouvance avec l'affaire Coupat, n'a aucune réponse à ces questions. Ces groupes existent en effet depuis déjà longtemps dans le paysage militant mais, jusqu'à très récemment, leur existence, tant en nombre et en influence, qu'en visibilité et lisibilité, relevait de l'anecdote. Depuis quelques années, on peut toutefois remarquer une certaine montée en puissance de cette mouvance. Dans les luttes de la jeunesse scolarisée elle est même, depuis le mouvement du CPE en 2006, devenu une "force" politique dont l'importance ne doit parfois pas être négligée. Avec la publicité à ces flancs méconnus de la vie politiques faite par les récentes affaires médiatiques, de Tarnac à Poitiers, les révolutionnaires doivent maintenant savoir compter avec la présence des autonomes.

Le manque de réactivité des organisations révolutionnaires a sans doute été une des choses les plus frappantes dans l'affaire des inculpés de Tarnac. Les réactions d'Olivier Besancenot face aux questions des journalistes sont assez représentatives de ce climat de flou artistique. Comment réagir face aux actions de groupuscules autonomes, souvent très radicaux et très hétérogènes ? Doit-on considérer ces groupes comme des organisations révolutionnaires ? Peut-on avoir une position politique applicable pour tous ces groupes et pour toutes leurs actions ? Les organisations de combat doivent-elles soutenir ces groupes lorsque la répression s'abat sur eux, alors même que ces derniers passent leur temps à mépriser, insulter, voir agresser physiquement les organisations révolutionnaires et les syndicats ? La question est si complexe que les révolutionnaires l'ont toujours occulté.

Jusqu'à maintenant, les autonomes n'étaient pas visibles pour la population, en dehors du milieu militant d'extrême gauche. Maintenant que, du fait de leur médiatisation, la place et la visibilité de ces groupes évoluent, il est de notre devoir de les analyser afin de les catégoriser et, ainsi, avoir un positionnement clair à leur égard. Ce texte n'a pas la prétention d'exprimer cette position, mais d'exprimer une position et d'apporter des éléments à un débat théorique et politique complexe. Il n'est pas non plus une analyse du mouvement autonome dans son ensemble, et de la manière la plus complète possible, mais cherche seulement à analyser pour mieux combattre certains points de leur discours, de leur action et de leur organisation.

La mouvance anarcho-autonome: des premiers squats aux AG étudiantes

Avant de tenter de donner des débuts de solution à certaines questions sur les anarcho-autonomes, nous devons, dans un premier temps, définir ce que l'on entend par ce terme. Nous allons donc, dans cette première partie, faire un rapide historique de cette mouvance et revenir très succinctement sur le type d'action qu'elle emploie.

I-Définition

Avant de commencer cette petite analyse, il est important de définir le terme d' « autonomes ». En effet, contrairement à la plupart des termes utilisés pour définir les idéologies et les mouvements politiques de gauche, le mot « autonome » n'offre pas directement une définition claire de ceux qu'il désigne. A priori, tous les révolutionnaires pourraient être définis comme autonomes dans la mesure où leur action est caractérisée par un refus de la société actuelle. De plus, le terme « autonome » n'a pas la même signification dans tous les pays. Il convient donc d'en donner une définition assez claire, afin d'éviter tout malentendu.

Ce que l'on appelle traditionnellement « mouvement autonome » est la mouvance qui lutte pour une autonomie par rapport au système capitaliste et à tous ses cadres (propriété, Etat, patriarcat...) mais aussi,

à la différence des révolutionnaires, par rapport à toutes les organisations traditionnelles du mouvement social (partis politiques, syndicats...). Ce mouvement se caractérise par la mise en place de modes de vie alternatifs et marginaux.

L'apparition du mouvement autonome, au sens où on l'entend aujourd'hui, se fait en Italie au début des années 1970. Dans ce pays, des groupes mêlant des militants étudiants d'Extrême gauche, des collectifs de quartiers, des comités ouvriers ou encore des regroupements artistiques se forment à cette époque autour de l'idée d'Autonomie ouvrière. L'émergence de ces mouvements dans l'après 68 italien est une des conséquences de la réaction au stalinisme et de la recherche de moyens alternatifs de militantisme révolutionnaire en dehors des cadres des vieux Partis Communistes. On y trouve alors des individus originaires de différents courants révolutionnaires notamment des anarchistes et des maoïstes, mais aussi des militants directement issus du Parti Communiste italien.

Ce mouvement de l'Autonomie Ouvrière en Italie va s'orienter vers une confrontation beaucoup plus brutale au capitalisme et à l'Etat. Ainsi, à partir du milieu des années 1970, le mouvement autonome italien se rapproche du grand banditisme. Chaque groupuscule se dote alors de branches armées commettant braquages, sabotages, meurtres et attentats. Ces « années de plomb » de violence minoritaire s'achèvent brutalement en 1979 par l'arrestation et l'emprisonnement de 25 000 activistes, et par l'exil (notamment en France) de ceux qui arrivent à passer entre les mailles du filet.

A la même époque, le mouvement autonome se développe en France, sans toutefois réussir à atteindre

une telle envergure. Il se constitue et prend notamment de l'importance après la dissolution de la Gauche Prolétarienne (1973). En effet, une partie des éléments les plus radicaux de l'ex-parti maoïste, connus sous le nom de « mao-spontex » (spontanéistes), vont alors avoir une tentation assez prononcée pour la lutte armée, sur le modèle de ce qui se déroule alors en Italie ou en Allemagne avec le groupe d'Andreas Baader. Cependant, et malgré le relatif écho du groupe Action Directe à la fin de la décennie, le mouvement autonome français ne réussira jamais à mobiliser les foules, et connaîtra même, durant toutes les années 1980 et 1990, une période d'absence totale de la vie politique.

Le « spectre autonome », dont on avait, au même titre que le mouvement maoïste, prit la peine de bien empailler et de bien ranger les restes dans la Grande Galerie de l'Evolution des mouvements révolutionnaires ou apparentés, revient pourtant, tel Hibernatus sortant de la glace, au devant de la scène sociale au tournant des années 2000. Ainsi, avec l'apparition du mouvement altermondialiste, se profile celle d'un nouveau type de militants radicaux. Ces individus, notamment après les manifestations de Seattle en 1999, reprennent le discours des autonomes italiens des années 1970, et tentent, par des actions violentes et totalement isolées, de s'imposer dans le mouvement. En raison de leurs vêtements noirs, outil de défense contre le fichage policier, ces révoltés d'un nouveau genre trouvent bientôt un nom : Black Bloc.

Dans le sillage de ces groupes marginaux, et notamment après les événements de Gènes où les actions de ces derniers vont bénéficier d'une forte médiatisation, des individus, très jeunes pour la plupart, sans grande formation politique mais mus d'une révolte

commune contre le système et toutes ses ramifications, vont, dans tous les pays capitalistes développés, commencer à s'organiser dans des mouvements radicaux. Ces jeunes, qui rejettent sur le même plan, le capitalisme et ses cadres, et les organisations progressistes traditionnelles, s'intègrent, à partir du mouvement anti-CPE de 2006, au secteur de lutte le plus perméable à la révolte, à la radicalité, et le moins marqué par l'hégémonie des organisations traditionnelles du mouvement social : les universités.

A partir de l'automne 2008, la médiatisation des mouvements autonomes va connaître une progression fulgurante, jusqu'à devenir, pour les médias, un sujet indissociable de tout mouvement radical. Avec l'arrestation du groupe de Tarnac, en novembre 2008, et les événements de Strasbourg en avril 2009, la « menace autonome » va même, de manière totalement disproportionnée, être placée au centre de l'appareil de répression de l'Etat. Cependant, ces mouvements tout à fait marginaux ne constituent pas, pour la bourgeoisie, une menace sérieuse. En effet, l'acharnement médiatique et policier contre ces individus, à l'heure de la remise en cause des fondements du capitalisme n'a qu'un but : décrédibiliser les mouvements révolutionnaires et permettre au pouvoir d'organiser la répression des mouvements sociaux dans leur ensemble. C'est pour cela qu'il est important aujourd'hui de savoir réellement ce que sont les autonomes, afin de pouvoir expliquer clairement que ces individus ne peuvent être assimilés à ce que nous sommes, et à nos actions.

II-« Anarcho-autonomes » et « ultragauche » : des termes génériques artificiels.

Les termes mêmes d' « anarcho-autonomes » ou d' « ultragauche », termes couramment utilisés pour désigner les groupes dont il est question ici, peuvent être soumis à caution. En effet, comme c'est souvent le cas en politique, ces termes n'ont pas été créés par les acteurs de ces mouvements, mais par leurs ennemis et, en premier lieu ici, par les forces de police.

Le terme d' « ultragauche » est le plus ancien des deux. Les éléments pro-staliniens du KPD (Parti Communiste Allemand), l'utilisent dès les années 1920 pour désigner les membres proches de l'Opposition de Gauche, notamment ceux de la tendance formée autour d'Anton Pannekoek. Il ne prendra véritablement le sens que nous lui connaissons que dans les années 1970, au moment de l'émergence de groupes gauchistes violents notamment en Europe Occidentale. Il sera ainsi utilisé par la police afin de différencier ces groupes gauchistes du reste de la gauche révolutionnaire.

Le terme « anarcho-autonome » est, quant à lui, beaucoup plus récent. Ce terme, contrairement au précédent, a été directement inventé par les services de police. Ces dernières ont d'ailleurs, dès la fin des années 1980, utilisé dans un premier temps le terme d' « anarcho-libertaire ». Il s'agissait alors de donner un nom générique aux nouveaux mouvements révolutionnaires, notamment ceux gravitant autour du mouvement punk et des combats antifascistes, qui se définissaient eux même de manière très floue. Ce terme inventé par la police sera, au début des années 2000, remplacé par celui d' « anarcho-autonome ».

Si certains de ces mouvements se sont appropriés ces formules, tous ne les revendiquent pas, préférant ainsi se définir comme des individus libres de toute

idéologie... Cependant, et ceci avant tout pour des raisons de commodités, nous avons choisi d'utiliser le terme « anarcho-autonome » tout au long de ce document pour désigner ces groupes.

La tyrannie de l'absence de structure.

Le rejet de toute forme de structure organisationnelle est quelque chose que l'on retrouve, traditionnellement, chez tous les groupes autonomistes. On peut facilement analyser les raisons de ce rejet systématique et fondamental. Tout d'abord, la formation de groupes militants sans structuration est le fruit direct d'une société oppressante sur-structurée dans laquelle les individus sont sur-conditionnés, en fonction de leur âge, de leur sexe, ou encore de leur classe sociale. L'idée qui consiste à penser que c'est le concept même de structure, et non la structuration propre à cette société, qui est à combattre, devient ainsi un écueil facile pour des individus en révolte. La deuxième cause de ce rejet est à rechercher dans l'histoire du mouvement ouvrier lui-même. En effet, les expériences passées de militantisme, notamment celles liées au stalinisme, sont, bien souvent, des vaccins contre toute forme d'organisation et de normes. Il est une nouvelle fois très aisé d'imputer la faute de l'émergence de bureaucratie au fait d'être structuré. Il n'y a qu'à voir, encore aujourd'hui, l'effet que produit l'idée de "prendre une carte" chez la plupart des individus, pour apercevoir les séquelles du traumatisme stalinien.

La question est alors de savoir s'il faut abandonner un outil, sur la simple constatation qu'il peut être mal utilisé. On peut ainsi se demander où en serait l'évolution de l'humanité si nos ancêtres, qui vivaient essentiellement de la chasse, avaient abandonné leurs arcs et leurs flèches, sous prétexte qu'ils pouvaient aussi être utilisés pour s'entretuer... Faut-il nécessairement abandonner le progrès et l'efficacité devant les risques qu'il comporte?

Au milieu des années 1970, Jo Freeman, une activiste féministe américaine, a écrit un texte intitulé *La Tyrannie de l'absence de structure*, qui analyse très bien le leurre que peut représenter la non-structuration d'un groupe, et les dérives qu'elle engendre. Car si la structuration peut entraîner un groupe sur la voie de dérives bureaucratiques, le manque de cadres est le facteur premier de l'émergence d'élites. Pour notre analyse, nous reprendrons le plan de Jo Freeman en transposant, aux anarchistes autonomistes, les constatations qu'elle fait à propos du militantisme féministe.

I- La constitution de structures informelles comme condition *sine qua non* de la constitution de tout groupe humain.

Pour commencer un peu violemment notre critique, nous pouvons déjà affirmer que l'idée même de groupes sans structuration, relève sociologiquement d'une grossière absurdité. En effet, qu'elles soient formelles ou informelles, les structures sont une condition *sine qua*

non de l'existence de tout groupe humain. Cette vérité découle de la simple constatation, que n'importe lequel d'entre nous est en mesure de faire, que tous les individus présentent des caractéristiques (sociales, physiques, comportementales...) différentes. Ainsi, tout ensemble composé d'individus sera caractérisé par une certaine hétérogénéité due aux particularités propres de ses membres, et ce malgré les points communs qui les ont fait s'unir.

Par conséquent, l'existence de structures, au moins informelles, est inévitable. En effet, comme on peut très facilement le prouver par l'observation de différents groupes, les individus ont la fâcheuse tendance, lorsqu'ils font partie d'un ensemble, à se rapprocher, et ceci de manière consciente ou inconsciente, des membres de cet ensemble qui leur ressemblent, constituant, de ce fait, des réseaux, autrement dit, des structures informelles. De la même manière, ils excluent généralement, de leur cercle proche, les individus qu'ils considèrent comme trop éloignés d'eux, par leur talent, leur ancienneté dans le groupe ou leur âge. Une nouvelle fois, il est important de préciser que ces démarches ne se font pas toujours de manière consciente, et sont même, dans la plupart des cas, totalement inconscientes.

Il est donc, comme le rappelle Freeman, aussi stupide de parler de groupes sans structuration que, par exemple, de sciences sociales dégagées de toutes valeurs et de toutes normes. L'apparition de structures informelles est, la conséquence immédiate et systématique de la réunion de plusieurs individualités.

II- La transformation des structures informelles en élites bureaucratiques.

Voici la définition que Freeman nous donne de l'élite:

"Un petit groupe de gens qui domine un autre groupe plus grand, dont il fait partie, sans normalement avoir une responsabilité direct sur ce grand groupe, et qui agit fréquemment sans son consentement ou sa connaissance."

Un groupe dans lequel il n'existe que des structures informelles peut, très rapidement, être confronté à des problèmes d'ordre démocratique. En effet, dans la mesure où aucune structure ne la régit, la participation active à la vie du groupe ne peut se limiter qu'aux membres qui en connaissent les normes de fonctionnement. Ces derniers se retrouvent alors en possession de plus de pouvoir que les autres membres. C'est très précisément dans cette situation que les structures informelles se transforment en élites.

Le fait que ces élites aient une origine informelle ne veut pas dire qu'elles ne sont pas visibles au sein du groupe. Il est en effet assez aisé, dans un ensemble donné, de voir qui influe sur qui. Cette interaction trouve souvent son origine dans le fait que les membres d'une structure informelle élitiste se côtoient aussi en dehors de la vie du groupe, dans leur quotidien. On trouve ainsi quasiment systématiquement une relation d'amitié entre les membres d'une structure informelle. Ces liens sont facilement visibles lorsque les membres de cette élite se trouvent confrontés au reste du groupe. Ces individus se

couperont, par exemple, moins la parole, s'écouteront plus ou, si un désaccord vient à les toucher, seront plus conciliant entre eux.

Les élites informelles se forment sur des bases purement discriminatoires. Les critères pour en faire partie varient selon les groupes, pouvant ainsi être liés au genre, à l'âge, à l'activité sociale ou encore au style vestimentaire des membres. Cependant, on peut observer que ces discriminations s'établissent généralement autour de trois critères principaux : la classe sociale, le caractère, et le temps libre de chaque membre. Ainsi, un membre du groupe qui, à cause de son activité sociale par exemple, aura assez peu de temps à consacrer à la vie du groupe, aura beaucoup plus de mal à s'intégrer dans cette élite. Il faut aussi ajouter à ces trois principaux critères, celui de l'ancienneté dans le groupe, qui peut parfois avoir un rôle assez déterminant. Ces critères sont ceux requis pour la construction d'un groupe d'amis et non d'un groupe militant. Ces élites informelles ne tiennent pas compte des critères plus politiques comme la compétence, le talent ou les orientations, qui sont les seuls à pouvoir légitimer une quelconque forme de responsabilité au sein d'un ensemble.

Contre ce type de dérives élitistes, un groupe doit mettre en place des structures formelles. C'est le seul moyen pour que chacun de ses membres ait la possibilité d'avoir accès, de la manière la plus égalitaire possible, aux normes qui régissent le fonctionnement de l'ensemble. Si l'organisation de cet ensemble se limite à des structures informelles, l'implication de tous ne peut s'établir de manière pleinement démocratique. C'est pourquoi un groupe, quel qu'il soit, a besoin de posséder

un minimum de structures formelles, non pour détruire ses structures informelles, cette tâche étant tout simplement impossible, mais pour en empêcher la prédominance. Sans ce minimum de structures formelles, les structures informelles pourraient, à terme, constituer une élite à tendance bureaucratique.

III-Le refus du porte-parolat et ses conséquences

Une autre caractéristique des groupes dits "sans structuration", est le refus total du porte parolat. Ce refus systématique est, avant tout, avancé dans un but démocratique. Ainsi, chaque membre du mouvement peut se faire le porte parole du groupe, et partager le pouvoir de représentation et de visibilité de l'ensemble. Ce principe, qui peut, à première vue, passer pour la forme la plus juste de représentation, est en réalité un de ceux susceptibles de conduire un groupe vers les plus grandes dérives antidémocratiques et bureaucratiques. Il est à l'origine de ce que Freeman appelle le "système des stars".

Ce "système des stars" est le fruit direct de la société marchande. Comme chacun peut s'en rendre compte, la société dans laquelle nous vivons, et qui est de plus en plus conditionnée par les médias, est dans une recherche continue d'identification. Cela se retrouve dans les domaines du cinéma, de la musique, de la mode, mais aussi dans le domaine des idées avec, au premier plan, la politique. Ainsi, la société a en permanence besoin de mettre un nom et un visage sur un groupe, un programme ou un concept idéologique.

Lorsqu'un groupe ou un mouvement ne possède pas de manière officielle un ou plusieurs portes parole, les médias, et ce afin de satisfaire le besoin d'identification de leur clientèle, sont amenés à devoir rechercher et créer eux mêmes leur porte paroles, au sein de cet ensemble. On peut voir cela de manière très concrète en observant, par exemple, et parce qu'elle est devenue aujourd'hui le principal média de masse, l'attitude de la télévision lors de n'importe quel mouvement social. Au déclenchement d'une grève, les journalistes, confrontés, dans la plupart des cas au manque de structuration du mouvement, vont dans un premier temps rechercher un membre de ce mouvement à interroger, sur leurs propres critères de recrutement. Il faudra que cette personne soit influente dans le conflit, mais aussi qu'elle passe bien à l'écran, qu'elle s'exprime de manière compréhensible et que la masse des téléspectateurs puissent s'y identifier, en bien ou en mal, suivant le but recherché par les médias (et donc par le pouvoir) eux mêmes. Une fois cet individu déniché, il sera systématiquement interrogé lorsqu'il sera question du conflit dont il est acteur, si bien que, peu à peu, il sera, pour l'ensemble de l'opinion publique, le représentant, et même l'incarnation, de ce mouvement, le plus souvent malgré lui et sans aucune délégation de ses camarades. Ce type de schéma est systématique pour tous les groupes ou mouvements qui acquièrent une certaine visibilité sans mettre en place une structuration officielle de représentation.

La question qui se pose alors est celle du contrôle démocratique du porte parolat. Les portes parole d'un mouvement placés dans cette situation ne sont en rien responsables devant l'ensemble du groupe, et celui ci n'a aucun pouvoir sur ce qu'ils disent et font, pour la simple

raison que ce sont les médias, et non ce dernier, qui les ont nommés. Ils sont les seuls à pouvoir, par exemple, les révoquer lorsqu'ils ne leur conviennent plus et les remplacer.

La seule solution pour un groupe de garder le maximum de contrôle sur sa représentation est donc le porte parolat sur des mandats clairs et impératifs, et avec une responsabilité devant l'ensemble du groupe. Les mouvements qui tomberait dans l'écueil qui consisterait à croire que seul l'absence de portes parole est juste s'exposeront toujours, de fait, à la désignation antidémocratique de portes parole par des éléments extérieurs au groupe.

IV-L'impuissance politique des groupes sans structuration

La question qui se pose directement pour les groupes sans structuration tels que les groupes « anarcho-autonomes », est celle de l'efficacité politique. Un groupe se réclamant révolutionnaire, comme c'est le cas de ces derniers, doit, pour répondre à sa logique idéologique, avoir pour objectif l'augmentation du nombre de ses membres et l'expansion de son implantation et de son influence, ceci dans la perspective du renversement de la société de classes. Pour tendre à cela, un groupe révolutionnaire doit chercher à développer une intervention logique, tactique et efficace.

Il paraît alors, en partant de ce principe, difficile, pour les groupes sans structuration, d'avoir une réelle influence dans quelque milieu que ce soit. Tout d'abord, la structure informelle, qui caractérise ces groupes, permet rarement d'atteindre une certaine cohésion au sein des membres du groupe lui-même, dans la mesure

où l'organisation de ces derniers se fait sur des bases discriminantes. Cette discrimination fondamentale agit comme un rempart à la massification dans la mesure où les nouveaux membres n'ont que très peu de possibilités de s'intégrer à la structure informelle dirigeante de l'ensemble. Cette structure informelle, en plus d'être antidémocratique, porte en elle-même l'impossibilité de la survie du groupe dans le sens où celui-ci n'a quasiment aucune possibilité de se développer en dehors d'elle-même. Un groupe pourra ainsi mettre en place autant d'activités que possible, il ne pourra jamais atteindre une influence sociale conséquente.

Si les groupes locaux apparaissent comme étant assez peu efficaces dans leurs champs d'action, leur activité à une échelle plus importante est totalement inexistante. Depuis quelques mois, on nous présente ces groupes « anarcho-autonomes » comme une nouvelle menace pour l'ensemble de la société. En réalité, cette « menace » est inexistante, tant pour la bourgeoisie, d'un côté, que pour les mouvements sociaux, de l'autre, dans la mesure où ces groupes n'ont aucune cohésion les uns envers les autres. Si la plupart de ces groupes se ressemblent, leur « militantisme » reste centré sur une échelle très locale. Ainsi, les différents groupes que l'on pourrait classer dans ce que les médias bourgeois appellent la « mouvance anarcho-autonome », ne développent aucun travail à une échelle plus vaste, régionale ou nationale, et n'ont, par conséquent, aucune cohésion ni aucune réelle existence. Chaque ensemble agit ainsi comme un groupuscule totalement déconnecté de ce que peut être réellement du militantisme révolutionnaire.

Cette inexistence en tant que mouvement s'est particulièrement ressentie, en avril dernier à Strasbourg,

lors du contre sommet de l'OTAN où, contrairement à ce que les médias, cherchant à alimenter les peurs, en ont dit, nous n'avons pas vu des centaines d'autonomes déferler tels une armée, ce qui aurait pu être utile, mais des dizaines de groupes et d'individus isolés s'exciter de manière incohérente, et dénuée de toute conscience collective contre les forces de l'ordre et les militants organisés sans distinction, dans un ballet de jets de pierres et de bouteilles, caractérisé avant tout par son inefficacité.

La conséquence directe de l'inefficacité politique des groupes « anarcho-autonomes » est très facile à percevoir. La plus grande partie des individus qui militent, à un moment de leur vie, dans les maigres cercles d'influence de ces mouvements n'y restent pas. La majorité d'entre eux arrêtent tout simplement d'agir, quant aux autres, ils préfèrent souvent rejoindre des organisations politiques, syndicales ou associatives structurées, pouvant donner de véritables objectifs à leurs révoltes. Rares sont les individus qui militent longtemps dans ces structures. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de constater que ces derniers se recrutent essentiellement dans les structures informelles originelles.

V-Quelques principes de base pour une structuration démocratique et antibureaucratique

Si le manque de structuration représente un danger démocratique, l'Histoire nous a prouvé que toutes les formes de structurations ne peuvent être considérées comme des solutions acceptables. C'est pourquoi nous allons, en conclusion de cette partie, développer, en

quelques points succincts, les axes fondamentaux d'une structuration efficace et démocratique.

La juste distribution du pouvoir entre tous les membres d'un groupe et la possibilité d'accès de toutes les personnes compétentes à tous les postes de responsabilité, sont l'assurance d'un fonctionnement démocratique, en permettant le maximum d'autogestion de l'ensemble. Seule une structuration claire peut permettre à un groupe de se doter de ce type de principes, en conditionnant les mandats de direction et en les limitant. Les mandatés aux postes de responsabilité doivent être mandatés de manière démocratique et doivent être responsables devant l'ensemble qui doit, par exemple, avoir la possibilité de les révoquer. De plus, ces mandats doivent tourner afin de permettre l'implication de tous dans la vie de l'organisation, et de lutter contre les risques de bureaucratisation. Enfin, chaque membre doit avoir un accès à toutes les ressources du groupe et à toutes les informations nécessaires pour s'impliquer dans son fonctionnement.

Sans ces bases structurelles, une organisation ne peut être pleinement démocratique. La mise en place de structures fixant les règles de fonctionnement d'un ensemble est la seule solution pour lutter contre la bureaucratie, tout en gardant une grande efficacité politique.

Sur les questions stratégiques

I-L'isolement comme doctrine

Cette idée peut paraître étrange venant de militants se disant révolutionnaires et qui, par nature, devraient être dans la recherche permanente du maximum de liens sociaux. Cependant, la plupart des groupes autonomes érigent leur isolement en doctrine, entraînant leur repli sur eux-mêmes, leur invisibilité et, donc, leur inefficacité. Cet isolement peut prendre plusieurs formes. Nous développeront ici, très brièvement, ceux de l'exclusion du monde du travail et celle de la vie en communauté.

Comme nous le verrons plus tard, on trouve chez nombre de groupes anarcho-autonomes, l'idée que le travail, parce qu'il est, dans la société capitaliste, sous la forme du salariat et de la propriété des moyens de production, le centre fondamental de l'exploitation de l'homme par l'homme, serait un mal en soit. Cette constatation, qui exclut toute possibilité de socialisation du travail, amène ces groupes à se mettre en marge de la société, en refusant, tout simplement, d'y travailler. Certes, être révolutionnaire se caractérise par un refus de la société de classe et par une lutte pour son renversement mais lutter pour le renversement de la

société, c'est avant tout en faire partie. En effet, comment pourrait-on œuvrer à la destruction de cette société sans prendre part aux possibilités qu'elle nous offre de diffuser notre message, par le biais de l'activité sociale ? S'isoler totalement du monde du travail et, au passage, de ses luttes, c'est s'isoler de ceux qui font les révolutions, les travailleurs. S'isoler d'eux, c'est isoler le message du renversement de la société de classe. La bourgeoisie n'en serait que trop contente...

L'autre point pour lequel la marginalisation est érigée en système de manière caricaturale, est celui qui concerne l'organisation de la vie privée, notamment par le biais de la création de squats et de communautés. La vie en communauté n'est pas une idée nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier. On peut même dire qu'elle fait partie des grands classiques. Dès les débuts de cette histoire, des ouvriers ont cherché à vivre ensemble et indépendamment du maximum de contraintes, dans des ensembles autogérés. Les militants révolutionnaires l'ont, eux aussi, beaucoup pratiqué. On peut d'ailleurs se demander si l'autogestion de la sphère d'habitation ne constitue pas la première forme de socialisme. Sans doute.

Néanmoins, il ne faut pas tomber dans le travers qui consisterait à penser que cette forme privée d'autogestion constitue, en soit, un acte de militantisme révolutionnaire. Elle est, en effet, tout au plus un mode de vie, à l'intérieur de la société de classe. L'écueil, dans lequel ont souvent tendance à tomber les groupes autonomes, est celui qui consiste à penser que ce mode de vie fait partie d'une activité militante et même, parfois, qu'il doit être une activité centrale du militantisme d'un groupe, ne peut entraîner, en définitive, qu'à la

marginalisation de ce groupe. En effet, quoi de plus confidentiel et de plus isolé des masses que l'organisation de l'habitat privé ?

Les militants révolutionnaires doivent se tourner vers les masses. L'isolement de toute activité sociale ou l'isolement dans les squats ne peuvent être considérés comme des formes utiles de militantisme révolutionnaire dans la mesure où elles coupent le militant révolutionnaire de la masse des travailleurs en le marginalisant, rendant ainsi impossible la diffusion de son message.

II-Le problème de la visibilité

Ce n'est pas pour rien que le groupe de Tarnac a signé son « essais » sous le nom de « Comité Invisible ». Le souci de non-visibilité est quelque chose de récurrent et de central dans les mouvements autonomes. On trouve d'ailleurs, à ce propos, ceci dans *L'Insurrection qui vient* :

« Dans une manifestation, une syndicaliste arrache le masque d'un anonyme, qui vient de casser une vitrine : « Assume ce que tu fais, plutôt que de te cacher. » Être visible, c'est être à découvert, c'est-à-dire avant tout vulnérable. Quand les gauchistes de tous pays ne cessent de « visibiliser » leur cause – qui celle des clochards, qui celle des femmes, qui celle des sans-papiers – dans l'espoir qu'elle soit prise en charge, ils font l'exact contraire de ce qu'il faudrait faire. Non pas se rendre visible, mais tourner à notre avantage l'anonymat où nous avons été relégués et, par la conspiration, l'action nocturne ou cagoulée, en faire une inattaquable position d'attaque. (page 102)»

Une perle ! La question est de savoir ce qui fait le plus peur à la bourgeoisie : un « anonyme » cagoulé qui

brise une vitrine de manière totalement isolée et vide de toutes revendications, ou une « syndicaliste » qui agit au quotidien dans la lutte des classes au sein de son lieu de travail ? La question est posée.

Il y a une raison au fait que les « *gauchistes de tous les pays* » manifestent à visage découvert, et cette raison est énoncé dans cet extrait. En effet, le passage met en scène un « anonyme » et une « syndicaliste ». Voilà tout ! Les acteurs des mouvements sociaux ne sont pas, contrairement aux casseurs de vitrines, des anonymes. Ce sont des syndicalistes, ce sont des ouvriers, des étudiants, des cheminots, des professeurs, des infirmières. Ils ne sont pas des anonymes sortis de nulle part. Lorsque Xavier Mathieu, ce syndicaliste de Continentale, et ses camarades, ont « dégradé » un bureau de la sous-préfecture de Compiègne en avril 2009, était-il cagoulé ? Non, parce qu'il n'est pas un anonyme, c'est un ouvrier auquel, à ce moment là, tous les ouvriers pouvaient s'identifier. Lorsque les travailleurs ont défilés de manière massive en janvier et mars 2009, étaient-ils cagoulés ? Non, parce qu'ils voulaient montrer que c'étaient eux les forces vives de ce pays, et qu'ils avaient des noms, des histoires et des visages. Est-ce que les travailleurs iraniens qui se sont soulevés en Juin 2009 étaient masqués ? Non, parce qu'ils voulaient montrer, malgré les risques, que c'était eux le vrai peuple de Téhéran !

Dans cette histoire, il est assez paradoxal, et même comique, que ce soient ceux qui accusent « les gauchistes de tous les pays » de manque de courage et de pacifisme mou qui aient, finalement, le plus peur de la bourgeoisie, si bien qu'ils soient obligés de porter des

masques... Ou alors, ce sont les travailleurs qu'ils redoutent...

III-"Ne travaillez jamais !" ou le mépris de la classe ouvrière

Comme nous l'avons dit précédemment, le refus de toute forme de travail fait partie des grands principes idéologiques des anarcho-autonomes. Ce refus *a priori*, se retrouve souvent dans le slogan « *Ne travaillez jamais !* ». Mais comment cette idée, qui trouve son origine dans le constat, partagé par les marxistes, que le travail dans la société capitaliste ne peut être qu'aliénant, peut-il dériver vers un refus, et un mépris, de tout ce qui a trait au travail, y compris les ouvriers ?

Le langage courant nous pousse souvent à employer l'expression « monde du travail ». Elle nous permet d'évoquer de manière synthétique tous les aspects du travail en régime capitaliste (usines, productions, patrons ouvriers...). Toutefois, si cette expression peut s'avérer très pratique, elle n'est pas juste d'un point de vue théorique. En effet, le travail, s'il est un tout cohérent, n'est pas un tout homogène. Il faut savoir différencier le capital (et toutes ses implications), facteur interne au mode de production capitaliste, et l'ouvrier, facteur externe à ce dernier. Ainsi, l'ouvrier, même s'il est intégré et indispensable à la production capitaliste, n'est pas de « nature capitaliste ». Par exemple, contrairement au capital, l'ouvrier reste une donnée essentielle du mode de production socialiste.

L'écueil dans lequel les militants révolutionnaires ne doivent pas tomber est celui qui consiste, comme le dit l'expression populaire, à jeter le bébé avec l'eau du

bain. Mépriser le « monde du travail » dans son ensemble, sans analyse de ce qu'il est, et sans distinction entre ses différentes composantes, revient aussi à mépriser les travailleurs, leur condition d'exploité et leurs luttes contre cette aliénation. Ainsi, lorsque les autonomes prétendent que l'on ne peut être pleinement révolutionnaire si on est intégré au régime capitaliste, et que le seul moyen d'être libre est de s'exclure au maximum de ce mode de production, notamment en se marginalisant du travail salarié, ils tombent dans l'erreur grossière du rejet combiné du capitalisme et de la classe ouvrière. Ils semblent ainsi oublier que ce ne sont pas les révoltés marginaux qui sont la force de l'Histoire, mais bel et bien les travailleurs.

On peut opposer une autre incohérence au fait de refuser toute forme de travail. En effet, après la révolution et l'abolition de la société de classes, aurons-nous encore besoin de travailler ? Bien sur que oui. La société aura encore besoin de produire et d'acheminer tout ce dont la population aura besoin pour vivre, se cultiver, se divertir... Le refus de toute forme de travail *a priori* est donc une absurdité. La question qu'il faut se poser aujourd'hui n'est pas celle de la légitimité de l'existence du travail, mais bien celle de la légitimité du travail salarié dans la société capitaliste. Les militants révolutionnaires doivent diffuser l'idée qu'il est possible d'organiser la production autrement, de manière démocratique, égalitaire, solidaire, partagé et dans le souci du respect de chacun et de l'environnement. Le slogan absurde « *Ne travaillez jamais !* » doit ainsi être remplacé par celui de « *Travaillez autrement !* ».

Dans la société capitaliste, le travail salarié est à la fois l'aliénation principale et le premier réseau social. Pour renverser le régime capitaliste, les militants révolutionnaires doivent développer leurs actions dans et pour ce réseau et non pas essayer de s'en marginaliser le plus possible, ou appeler les travailleurs à le rejeter.

IV-La négation de la lutte des classes

En 1848, dans le *Manifeste du Parti Communiste*, Marx et Engels ont formulé la théorie selon laquelle la société capitaliste est une société basée sur la lutte des classes, et que son renversement était avant tout conditionné par l'abolition de la contradiction fondamentale entre classes dirigeantes et classes dirigées. Aucune doctrine n'analysant pas la société comme telle ne peut se déclarer révolutionnaire à l'heure actuelle.

Il est pourtant plus qu'étonnant, lorsqu'on regarde de près *L'Insurrection qui vient* par exemple, ou les productions de la plupart des groupes autonomes, de ne trouver aucune mention de cette contradiction ni aucune analyse de celle-ci. Dans le livre du Comité Invisible, on a l'impression que la société se divise entre les politiciens de tous bords, les patrons et les flics d'un côté, et les gens de l'autre. Les flics et les patrons ne seraient donc pas des gens, faisant partie intégrante de la population ? Etrange...

La société n'est pas un objet concret mais une idée, un cadre abstrait formé par l'ensemble des individus et par leur division au sein de leur collectivité de vie. Ainsi, on ne peut se battre contre la société comme on se battrait contre des individus concrets. Renverser la société implique donc nécessairement de combattre,

avant tout, des individus ou des groupes d'individus, qui en défendent les bases. En partant de cette idée générale mais fondamentale, il paraît donc évident que pour renverser une société, il faut préalablement définir des camps : le camp de la société, et le notre.

Dès le début du Manifeste du Parti Communiste, Marx et Engels nous donnent une définition de ces camps, en démontrant que la société a toujours été basée sur une contradiction fondamentale : la lutte des classes possédantes et des classes exploitées :

«L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte. »

Le renversement de la société ne pourra être l'œuvre des « gens », mais celle des travailleurs opprimés contre leurs oppresseurs. La vision totalement romantique de *L'Insurrection qui vient*, qui nous décrit le processus révolutionnaire comme l'action de l'ensemble de la population prenant conscience, dans une atmosphère euphorique et festive, de leur oppression par les banquiers et la police est totalement fantaisiste. La révolution ne tombera pas du ciel mais de la prise de conscience des masses laborieuses que la destruction de la classe bourgeoise est la seule condition de leur émancipation.

V-La nature contre-révolutionnaire du refus de la lutte des classes

Sans analyse de la société comme lutte de classes, et sans stratégie révolutionnaire axée sur cette contradiction centrale, il est impossible de développer une tactique révolutionnaire pour renverser le capitalisme. Ainsi, les groupes agissant en dehors des champs dégagés par cette contradiction ne peuvent être considérés comme révolutionnaire, voir doivent être considérés comme des groupes ne remettant pas véritablement en cause le capitalisme, et donc, par conséquent, contre-révolutionnaires.

Marx et Engels ont fixé, dès leur époque, les bases de toute méthode dialectique révolutionnaire. Voici, de manière résumée, ces points fondamentaux :

- La nature n'est pas une accumulation d'objets et de phénomènes sans liens, mais un tout uni et logique, une suite générale cohérente.
- La nature est un état un perpétuel bouleversement, de développements, de décadences, de mutations, et de révolutions. Elle n'est pas à considérer comme un tout immuable.
- Les changements intervenant dans la nature ne sont pas seulement quantitatifs et progressifs mais peuvent aussi être qualitatifs et radicaux. C'est-à-dire que les évolutions qui s'opèrent dans la nature ne sont pas nécessairement liés à un temps long mais peuvent avoir lieu de manière très brutale, et qu'ils n'affectent pas seulement le Tout dans sa forme, mais aussi dans sa nature propre.

- Ces changements qualitatifs et soudains ne peuvent apparaître que dans le cadre de l'existence de contradictions internes fondamentales.

Voici la synthèse que nous donne Slavoj Zizek de cette définition:

« Un Tout immobile n'est pas réellement un Tout, mais un conglomérat d'éléments ; un développement qui n'implique pas de saut qualitatif n'est pas vraiment un développement mais une stase ; un changement qualitatif qui n'implique pas une lutte des contraires n'est pas vraiment un changement, mais un mouvement quantitatif monotone... Ou pour le dire en termes plus menaçants ; ceux qui défendent le changement qualitatif sans la lutte des contraires s'opposent en réalité au changement et veulent la continuation du même ; ceux qui défendent le changement qualitatif sans sauts qualitatifs s'opposent en réalité au changement et défendent l'immobilité... L'aspect politique de cette logique est facile à discerner : « Ceux qui défendent la transformation du capitalisme dans le socialisme sans la lutte des classes rejettent en réalité le capitalisme et veulent en réalité que le capitalisme continue ».

VI-La question de la violence

La question de la violence est si importante, et si centrale dans les événements récents, que nous avons choisi de développer ce thème, qui est un élément stratégique, dans une partie séparée.

De la juste utilisation de la violence

Les évènements de novembre 2008 ont permis de relancer le débat sur la violence et son utilisation. Dès l'arrestation du groupe de Tarnac, les médias de la bourgeoisie n'ont cessé de fustiger la pseudo violence de la gauche révolutionnaire, en prenant pour exemple les présumés actes de sabotage dont on les accuse, et en faisant planer le spectre de groupes type Action Direct ou Bande à Baader. Lors des interviews d'Olivier Besancenot ou d'Arlette Laguiller ayant eu lieu à cette époque, la question de la violence est omniprésente. Les journalistes demandent alors aux révolutionnaires s'ils soutiennent les actes de violence de certains groupes autonomes, s'ils sont partisans des solutions violentes, si la prise du pouvoir par les révolutionnaires ne peut se faire autrement que dans la violence et le sang.

Avant de savoir s'il faut défendre la violence ou la combattre, il faut tout d'abord commencer par définir ce que l'on entend par l'idée même de violence. Dans notre société, on a tendance à penser la violence comme un concept abstrait, en dehors de l'histoire et totalement indépendant des antagonismes de classe. Mais la violence ne peut être considérée indépendamment de ce qui régit notre société, c'est à dire de la lutte des classes. Il existe, en effet, une différence entre la violence des exploités et la violence des exploités. Ces formes de

violence ne peuvent être jugées selon le même plan, tout d'abord parce qu'elles ne prennent pas les mêmes formes, mais aussi, et surtout, dans la mesure où ceux-ci les conditionnent, parce qu'elles n'obéissent pas aux mêmes buts.

Si la violence doit être considérée différemment selon la classe sociale qui l'emploie, les révolutionnaires doivent aussi savoir analyser les situations données afin d'en faire la meilleure utilisation. Ainsi, la violence ne doit être utilisée que dans des buts précis et dans des situations où le rapport de force penche en faveur du mouvement social. Employer la violence dans une situation où les idées révolutionnaires sont extrêmement minoritaires, et sans se fixer un but révolutionnaire clair, s'apparente à du gauchisme, voire à du terrorisme.

I-L'inefficacité de la violence minoritaire

L'exemple des inculpés de Tarnac est assez représentatif, comme celui d'Action Direct le fut par le passé, des conséquences que peuvent avoir les actions de violence minoritaire. Une nouvelle fois, le système policier et judiciaire ressort vainqueur, en broyant dans ses rouages une poignée d'individus qui pensaient, de manière totalement prétentieuse, qu'ils réussiraient à détruire la société dans laquelle nous vivons par de simples actes de sabotages. Quel gâchis ! Combien de révolutionnaires, ou de révolutionnaires potentiels, sont morts ou ont été brisés, en punition d'actes dont l'utilité pour le renversement de la société de classe était entièrement nulle ? De Ravachol à Julien Coupat, la longueur de la liste fait froid dans le dos... Pourtant, il est assez aisé de comprendre qu'un révolutionnaire a

toujours plus d'impact dans la lutte de classes lorsqu'il est vivant, et libre.

Il ne s'agit pas de rejeter la violence, mais simplement de se poser la question de la forme d'action adaptée, au moment adapté. Il faut, aujourd'hui, manquer cruellement de formation politique pour penser que poser des crochets sur des caténaires, piller des supermarchés ou briser des vitrines d'agences d'intérim peut avoir un impact social, si ce n'est celui de décrédibiliser le mouvement ouvrier dans son ensemble. Pour détruire le capitalisme, seules les actions majoritaires peuvent avoir une efficacité. C'est seulement par l'union des travailleurs et par la grève générale que les exploités pourront renverser les dominations de classe et les états. Les actions de violence minoritaire n'affaiblissent en rien la société de classe. Pire, elles participent au discrédit des idées révolutionnaires.

II-A qui profite la violence minoritaire?

A qui profite le crime ? Cette question ne doit pas être dissociée d'une autre : pourquoi les médias, qui, par nature, servent les intérêts du patronat, ont-ils accordé une place si importante à l'affaire de Tarnac, puis aux apprentis révolutionnaires de Strasbourg ? Tout simplement parce que, en réalité, ces actes de sabotage ou de violence disproportionnés ne servent pas la classe ouvrière, mais la bourgeoisie et le système capitaliste. Ainsi, chaque action violente des groupes autonomes est une pas de plus pour ceux qu'ils pensent combattre, la bourgeoisie, contre l'ensemble des travailleurs en lutte.

La technique n'est pas nouvelle, on peut même dire qu'elle fait partie des classiques de l'histoire du mouvement ouvrier. Depuis les premières luttes

ouvrières, la bourgeoisie a su utiliser les actions violentes minoritaires afin d'isoler l'ensemble des luttes des travailleurs en les amalgamant à du terrorisme, justifiant ainsi les répressions les plus violentes. Il arrive même assez fréquemment, lorsque ces « dérapages » ne se produisent pas naturellement, que la police de l'Etat en soit elle-même à l'origine, en infiltrant les cortèges de manifestations de ses agents provocateurs et casseurs.

En créant, dès le lendemain de l'arrestation du groupe de Tarnac, un amalgame entre les luttes des travailleurs et les actions terroristes des lignes SNCF, la bourgeoisie a préparé, dès l'automne 2008, les répressions policières et judiciaires que nous avons connu durant toute l'année 2009. La mise en avant de la menace « anarcho-autonome » et de la pseudo radicalisation des mouvements sociaux en France, a permis de faire naître une peur généralisée de l'idée de révolte et, encore plus fortement, de l'idée de révolution. Durant tout le printemps 2009, les médias n'ont cessé d'alimenter cette peur afin de discréditer les vastes mouvements de grève de cette période et d'infliger, avec une violence sans précédents récents, des procès à des dizaines de militants ouvriers défendant leurs emplois, comme ce fut le cas à Caterpillar ou à Continentale. Les événements de Strasbourg ont d'ailleurs agit, en plein printemps, comme une pique de rappel, à un moment où l'opinion public commençait à se retourner dangereusement, pour le patronat, du côté des mouvements sociaux.

Les actes de violence minoritaire, couramment utilisés par les autonomes, servent toujours de justification à la bourgeoisie dans la répression de la classe ouvrière. Nous devons nous battre contre ces

actes comme nous nous battons contre les bureaucraties réformistes car, si la police et l'armée sont les armes extérieures de la bourgeoisie, le stalinisme et le gauchisme sont ses principales armes infiltrées dans nos rangs.

III-Voie pacifique et terrorisme

Depuis quelques décennies, les mouvements sociaux semblent avoir été canalisés dans une contradiction immuable : pacifisme réformiste ou violence minoritaire. Pour le dire plus clairement, les deux seules solutions qui semblent s'offrir aux individus pour lutter contre l'oppression capitaliste sont : celle qui consisterait à suivre les syndicats majoritaires, bureaucratiques, réformistes et mous dans leurs traditionnelles randonnées pédestres et dans leurs négociations traitresses, et celle du terrorisme, de la violence minoritaire. Cette situation de contradiction est, en réalité, la maturation d'une longue stratégie de la bourgeoisie pour détruire les luttes sociales.

Depuis de nombreuses années, les gouvernements ont, dans leur grande majorité, cessé de s'opposer frontalement aux organisations syndicales, préférant ainsi développer le travail de négociation et d'accords. Ces syndicats, que l'on appelle aujourd'hui des « partenaires sociaux », sont ainsi devenus les seuls interlocuteurs jugés responsables, sérieux et légitimes par la bourgeoisie. A côté de cette volonté de donner une place sociale, qu'elles ont en réalité perdue depuis très longtemps, aux directions bureaucratiques, la bourgeoisie et ses représentants a développé une agressivité particulièrement violente pour toutes les formes de luttes à la marge de ces cadres. Les termes ne

manquent pas pour qualifier les acteurs de ces dernières ; gauchistes, extrémistes, preneurs d'otages, bloqueurs, saboteurs, terroristes... Auparavant, ces qualificatifs étaient essentiellement utilisés pour les luttes de la jeunesse, notamment pour celle de la jeunesse scolarisée, mais Sarkozy a ouvert une ère nouvelle dans ce domaine. Ainsi, depuis quelques années, le gouvernement n'a cessé de montrer du doigt la radicalisation des travailleurs, en mettant en avant une pseudo violence irresponsable. La violence ne vient pourtant pas des travailleurs mais de ceux qui les exploitent. Aujourd'hui, le spectre anarcho autonome, même s'il se caractérise, lui, par son absence de liens avec le monde du travail, est agité dans la même logique, comme pour apporter une preuve aux hypothétiques conséquences de la présumée violence des travailleurs... Comme si les luttes des travailleurs avaient un quelconque lien avec les actions de ce type de groupes.

La tâche des révolutionnaires est de prouver que cette division est totalement virtuelle. Il existe quelque chose entre Julien Coupat et Bernard Thibaud. Ce quelque chose s'appelle la lutte des classes, et elle n'a rien à voir avec le réformisme mou des uns, et l'agitation ridicule des autres.

IV-Violence de la bourgeoisie et violence des masses

Comme nous l'avons dit précédemment, il n'est en aucun cas question de rejeter la violence en elle-même, mais, simplement, de définir quelles sont les types de violences, en faire l'analyse, et se demander de quelles manières certaines formes de violence peuvent trouver une légitimité, et de quelles manières celles-ci doivent être employées.

Cette analyse doit partir du constat, que nous avons fait dans l'introduction de cette partie, qu'il existe plusieurs formes de violences, et que celles-ci trouvent leurs principales différences dans leurs natures sociales propres. Ainsi, on peut dégager deux principales formes de violences sociales : celle de la bourgeoisie et celle des travailleurs.

La première, la plus couramment utilisée, est toujours utilisée pour défendre le système, la propriété privée, les propriétaires, les cadres politiques du système contre la classe ouvrière. Dans un régime dictatorial, de type fasciste par exemple, cette violence se fait quasiment toujours, et de manière parfois caricaturale, de la manière dont on entend traditionnellement l'idée de « violence », c'est-à-dire par ce qu'elle peut avoir de plus brutal ; les coups de matraques, de fusil, la torture, la mort... Dans un régime de type « démocratique », la violence de la bourgeoisie prend des formes plus subtiles à travers, par exemple, la criminalisation verbale des mouvements sociaux, la justice et le droit, les médias, l'éloge de la concurrence et, si la situation l'impose, la police dite légitime du système. Certes, nous devons faire une distinction entre ces deux types de violences mais, dans les deux cas, la violence est utilisée comme une terreur pour protéger les mêmes intérêts.

La violence des travailleurs est, elle, très différente. Celle-ci s'exerce dans un seul but : lutter contre la violence des classes possédantes. Il serait d'ailleurs beaucoup plus juste de parler ici de défense que de violence directe. Elle doit, pour être utile, n'être utilisée que dans des buts précis, comme dernier recours à la défense des droits des travailleurs ou, dans une période révolutionnaire, pour le renversement de la

bourgeoisie. Elle ne peut pas être utilisée n'importe quand et n'importe comment. Elle doit servir d'outil à un moment où les masses concernées (les salariés d'une entreprise ou, lorsqu'il s'agit d'un processus révolutionnaire, l'ensemble de la population) sont susceptibles d'apporter, pour une large part d'entre elles, leur soutien à cette violence. Dans le cas contraire, la violence des travailleurs sera toujours écrasée par celle du système, plus forte, plus organisée, et jugée légitime par la majorité de la population.

Il est très aisé de comprendre que les actes de sabotage isolés des autonomes, de Tarnac à Strasbourg, ne peuvent être considérés comme des actes efficaces dans la mesure où ils n'obéissent pas à ces critères. Il est alors normal de constater que, dans les deux cas, la bourgeoisie a triomphé de leurs auteurs, notamment grâce à l'appareil juridique qu'elle a à son service.

Insurrection ou révolution ?

I-L'Insurrection qui vient ; un livre révolutionnaire ?

On est sérieusement en droit de se poser la question. Voici, par exemple, comment le « Comité invisible » nous décrit la recherche de financement de sa « commune », forme la plus avancée, bien qu'extrêmement floue, du socialisme :

« Il y a de l'argent à aller chercher pour la commune, aucunement à devoir gagner sa vie. Toutes les communes ont leurs caisses noires. Les combines sont multiples. Outre le RMI, il y a les allo-cations, les arrêts maladie, les bourses d'études cumulées, les primes soutirées pour des accouchements fictifs, tous les trafics, et tant d'autres moyens qui naissent à chaque mutation du contrôle. Il ne tient pas à nous de les défendre, ni de nous installer dans ces abris de fortune ou de les préserver comme un privilège d'initié. Ce qu'il est important de cultiver, de diffuser, c'est cette nécessaire disposition à la fraude, et d'en partager les innovations. Pour les communes, la question du travail ne se pose qu'en fonction des autres revenus existants. Il ne faut pas négliger tout ce qu'au passage certains métiers, formations ou postes bien placés procurent de connaissances utiles.(pages 92-93) »

Dans le même passage :

« Le temps de la commune échappe d'emblée au travail, il ne marche pas dans la combine, il lui en préférera d'autres.(page 92) »

Ou encore cet exemple remarquable

d'organisation socialiste :

« Des groupes de piqueteros argentins soutirent collectivement une sorte de RMI local conditionné par quelques heures de travail ; ils ne font pas les heures, mettent en commun leurs gains [...] (page 92) »

Intéressant non ? Le socialisme se serait donc cela ; revoler à l'Etat ce que l'Etat nous vole... Passer sa vie à trouver les meilleures combines afin d'échapper au fisc, aux flics, aux contrôleurs SNCF et à ceux de la sécu. Bravo, il fallait y penser... Mais la vie de cavale est-elle une vie de liberté ? La réponse n'est pas formulée ici.

Pourtant, cette « stratégie révolutionnaire » ne laisse aucuns doutes quant à la qualification de l'« ouvrage » du Comité Invisible. En effet, dans ces passages, ces pseudo-révolutionnaires nous disent très clairement qu'il ne faut pas abattre la société capitaliste, mais qu'il faut, au contraire, s'organiser pour pouvoir s'en accommoder. De quoi se poser un certain nombre de questions...

II-Sur la spontanéité des masses

Cette question, intimement liée à celle de la structuration, n'est pas non plus nouvelle, mais a été un important sujet de débat, notamment en Allemagne, au début du XXème siècle. Elle peut être schématiquement résumée ainsi : les masses se soulèveront elles, dans leur marche vers le socialisme, de manière totalement spontanée ou, grâce au travail de conscientisation et d'organisation mené, en son sein, par le mouvement révolutionnaire ?

La réponse des anarcho autonomes penche, très clairement, pour la première de ces deux solutions. La révolution, ceci est flagrant lorsqu'on lit *L'Insurrection qui vient*, n'est pas décrite comme le résultat, dans un moment donné, de l'action des révolutionnaires, mais comme un soulèvement généralisé, sorti d'on ne sait trop où, du peuple contre le système, sans d'ailleurs que ces deux termes soient réellement analysés.

Cette analyse omet toutefois un détail important : les masses ne sont pas, par nature, révolutionnaires. En 1902, Lénine écrivait dans *Que faire ?* que :

« par lui-même, le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer [...] que le trade-unionisme ; or la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière ».

Il faut entendre ici par « trade-unionisme » l'idée de réformisme, les syndicats étant, par nature, des organisations réformistes, bien qu'indispensables, de la classe ouvrière. Lénine en arrive à la conclusion que :

« la conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère entre ouvriers et patrons ».

Cela ne sous entend évidemment pas que les révolutionnaires détiennent la vérité absolue, mais simplement que la seule expérience de l'exploitation ne peut déclencher un mouvement révolutionnaire.

Cette question sera centrale dans le débat qui opposera, à partir de 1903, Lénine à Rosa Luxembourg. Cette dernière émet lors l'idée que seules les masses,

par leurs mouvements spontanés, sont à même de déclencher la révolution. Cette théorie erronée confine les révolutionnaires au rang de spectateur des mouvements sociaux. Or, l'histoire a prouvé que sans la coordination du mouvement de masse (qui relève d'une part de spontanéité) et d'une conscience révolutionnaire de celle-ci, qui lui donne un but et une organisation, tout mouvement de renversement et de transformation de la société est vouée à l'échec.

Les révolutionnaires ne doivent pas être des spectateurs du mouvement social mais des acteurs conscients de celui-ci. Ils ne doivent pas seulement, comme certains autonomes le prétendent, pointer du doigt la misère pour faire émerger une conscience chez les masses, mais doivent agir quotidiennement pour la diffusion d'une conscience révolutionnaire, en organisant des pants du mouvement ouvrier en les faisant adhérer à leurs analyses et à leurs mots d'ordre. Il faut cesser d'attendre les mouvements de masse pour s'y inclure, mais œuvrer pour leur déclenchement et chercher à y prendre une part active, si ce n'est une part directionnelle.

A l'époque des débats entre Rosa Luxembourg et Lénine, et des débats de la social-démocratie allemande, les socialistes, toutes tendances confondues (Kautsky, Bernstein, Luxembourg, Pannekoek, ou Lénine), adhéraient à l'idée selon laquelle les masses marchent inéluctablement vers le socialisme. Aujourd'hui, les échecs des expériences passées, la dégénérescence des révolutions, les reflux de la conscience révolutionnaires et les répressions, peuvent nous amener à plus de « réalisme pessimiste ». Serait-il si idiot de penser que les plus grandes expériences révolutionnaires ne sont pas devant mais derrière nous ? Lourds de cette

histoire, et parce que nous croyons au socialisme, nous devons cesser d'attendre, et redoubler nos efforts. Dans l'attente nous serons toujours, par essence, des vaincus.

III-Insurrection ou révolution?

La différence entre ces deux termes peut, pour un individu lambda, paraître, au premier abord, un peu floue. Cependant, les militants politiques et, d'une manière plus générale, les acteurs des mouvements sociaux, doivent distinguer précisément ces deux termes. La différence entre *révolution* et *insurrection* est, avant tout, une différence de but et d'outil. La *révolution*, le but de tout militant révolutionnaire, est conditionné par une série de conjonctures et d'outils, parmi lesquelles l'*insurrection*. Une *révolution* ne peut donc se faire sans *insurrection*.

Mais que devient un outil sans le but auquel il est relié ? Qu'est ce que serait, dans le système capitaliste, une entreprise, sans le but de production et de profit ? Sa simple existence deviendrait une absurdité. La recherche de l'insurrection sans perspective révolutionnaire relève de la même absurdité.

L'utilisation du terme même d'insurrection dans le titre du livre du Comité Invisible, ne doit rien au hasard. Les anarcho-autonomes tombent, en effet, en permanence dans la contemplation de l'outil, en laissant totalement de côté le but de leurs actions. Nous avons déjà abordé en filigrane ce concept dans le chapitre sur la violence. Un révolutionnaire faisant l'éloge de l'insurrection au lieu de faire celui de la révolution et du socialisme serait aussi ridicule, en somme, qu'un

promoteur immobilier vantant les mérites d'une truie de maçon...

Qu'est ce alors que la révolution ? La réponse se situe dans la définition étymologique du terme. Révolutionner c'est renverser. Faire la révolution socialiste, c'est renverser le système capitaliste, pour en fonder un nouveau, sur des bases autogestionnaires. La question du pouvoir est donc explicitement contenue dans l'idée de révolution. Ainsi, l'insurrection est un outil ayant pour but la prise du pouvoir, laquelle a pour but l'instauration d'un régime communiste.

Et c'est là que nous mettons le doigt sur la question essentielle : la prise du pouvoir. Face à elle, deux attitudes sont possibles : la chercher ou la fuir. Les autonomes la fuient ouvertement, assimilant toute forme de pouvoir à ses dérives internes à la société de classe. Les révolutionnaires, eux, cherchent la prise de pouvoir par et pour le peuple, pour renverser cette société et pour en instaurer une nouvelle.

A partir de cette constatation simple, nous pouvons répondre à une des questions essentielles que nous devons nous poser sur les anarcho autonomes : devons nous les considérer comme des révolutionnaires ? La réponse est non ! La contemplation quasi divine d'un outil ne fait pas de soi un scientifique du but.

En guise de conclusion: quelques réponses à quelques questions

Dans notre conclusion, nous allons donner des réponses claires à un certain nombre de questions fondamentales déterminant le positionnement des organisations révolutionnaires face aux groupes anarcho-autonomes. Ces questions-réponses n'ont pas la prétention d'être exhaustives, le reste du texte ne l'étant pas non plus, ni d'être universelles, celles-ci n'exprimant que les idées de l'auteur sur le sujet.

Doit-on soutenir les anarcho-autonomes victimes de répression ?

Il faut savoir différencier les causes de la répression d'Etat et leurs formes. Certes, nous ne pouvons soutenir les autonomes dans leurs actions violentes qui ne les entraînent que sur la voie de la répression. Nous pouvons même trouver que cette répression, lorsque l'on s'enferme dans la violence minoritaire et la marginalité, est logique et imparable.

Toutefois, les révolutionnaires ne peuvent se taire sur les formes que prennent ces répressions, et ceci particulièrement ces derniers mois. A l'heure actuelle, les arrestations d'autonomes lors de leurs actions,

débouchent presque systématiquement sur des procès se soldant par des condamnations lourdes, notamment à des peines d'emprisonnement. Ces condamnations sont, la plupart du temps, totalement démesurées par rapport aux actes reprochés. Depuis l'affaire de Tarnac, on assiste à un acharnement nauséabond du pouvoir sur ces groupes, très souvent au mépris des règles établies par la bourgeoisie elle-même pour l'application de sa justice (présomption d'innocence, nécessité de prouver la culpabilité de quelqu'un pour le condamner, respect de la dignité des accusés...).

Les exemples ne manquent hélas pas ! Dès le 11 novembre 2008, le groupe de Tarnac est considéré par l'Etat et ses médias comme un groupe COUPABLE d'actes terroristes, alors même qu'aucun procès n'a eu lieu, et que les forces de l'ordre n'ont pour preuves contre Julien Coupat et ses amis qu'une poignée de livres tout à fait légaux et commercialisés librement... Après les événements de Strasbourg, un certain nombre « d'insurgés » seront condamnés à des peines de prison pour des motifs plus grotesques les uns que les autres et, la plupart du temps, sans preuves. Enfin, récemment à Poitiers, plusieurs individus sont condamnés, lors de simulacres de procès, à des peines de prison démesurées, pour des jets d'objets n'ayant entraînés aucuns préjudices.

Mais quelle est cette justice qui condamne, sans preuves, des individus à des mois de prison, sur des accusations aussi ridicules que le jet d'un briquet en direction des forces de l'ordre ? A combien d'années d'emprisonnement devrait-elle alors condamner les patrons qui jettent des centaines de milliers de

travailleurs à la rue, détruisent des familles, poussent des ouvriers au suicide ?

Il ne s'agit donc pas de soutenir ou de justifier les actes des autonomes emprisonnés, mais simplement de dénoncer un acharnement caractérisé sur ces individus, dans le mépris le plus total de toutes les règles en vigueur dans le cadre même de la république bourgeoise. Il est aujourd'hui du devoir de chacun de s'indigner contre l'exception faite à ces personnes, et de revendiquer, au minimum, qu'elles soient traitées par la justice comme tout autre citoyen, c'est-à-dire, notamment, qu'elle aient le droit d'avoir de vrais procès dans lesquels leurs personnes et leurs présomptions d'innocence soient respectées, dans lesquels elles aient le droit d'organiser leur défense, et qu'elles ne soient condamnées qu'à la suite de l'établissement de preuves et en mesure des actes qu'on leur reproche.

Doit-on prendre part ou apporter notre soutien aux actions engagées ou dirigées par des anarcho-autonomes ?

Cette question est assez délicate. En effet, les actions menées par les groupes anarcho-autonomes se font, la plupart du temps, sur des mots d'ordre avec lesquels les révolutionnaires peuvent se trouver en accord (réquisition des logements vides, redistribution des richesses, légalisation des immigrants...). Malheureusement ces individus ont maintes fois prouvé leur irresponsabilité et leur totale dangerosité. Dès lors, il paraît difficile de pouvoir participer aux actions menées par des autonomes sans mettre en danger des militants révolutionnaires. De plus, lorsque leurs actions

remportent un succès, les anarcho autonomes sont parfois capables de détourner des actions vers des modes beaucoup plus radicaux et violents.

Toutefois, s'il paraît difficile de participer aux actions des autonomes, les révolutionnaires doivent, quand celles-ci sont justes, soutenir les revendications générales de ces groupes, tout en expliquant pourquoi ils n'y participent pas directement, et pourquoi les réponses apportées par les groupes autonomes ne peuvent être satisfaisantes. Ignorer les questions posées par les autonomes ne peut que renforcer la propagande anti-organisationnelle de ces derniers. Au contraire, les révolutionnaires doivent s'emparer de ces questions afin d'y apporter de nouvelles réponses, plus concrètes et plus efficaces.

Doit on accepter la présence des anarcho-autonomes dans les mouvements sociaux ?

Les événements très récents de Poitiers, qui ont vu des militants honnêtes et innocents condamnés à des peines de prison ferme par la faute de l'irresponsabilité de quelques casseurs autonomes, prouve une chose : il est impossible de participer aux mêmes types d'actions, aux mêmes endroits et aux mêmes moments que des autonomes, sans mettre directement en danger les travailleurs et leurs luttes. A Poitiers, par exemple, c'est seulement parce que des individus incontrôlables, venus dans le seul but de détourner une manifestation en affrontement pour satisfaire des pulsions irraisonnables de révolte, ont été acceptés dans une action collective et légitime, que des militants étudiants se sont retrouvés emprisonnés. Le caractère incontrôlable des autonomes,

leur violence illégitime et leur non respect constant des règles établies collectivement, plus que de leur conférer un évident manque de sérieux, en font des individus dangereux pour nos luttes et pour leurs acteurs.

Afin d'éviter de prémâcher le travail de répression des forces de l'ordre, nous devons tout faire pour éviter la présence des autonomes dans nos mouvements sociaux ou, quand cette présence est inévitable, faire en sorte que leur rôle soit minimal.

Doit-on considérer les anarcho-autonomes comme des militants révolutionnaires ?

La conclusion cruciale de toute analyse sur les autonomes, et qui conditionne toutes les autres est celle-ci : peut on réellement considérer ces mouvements comme révolutionnaires ?

Les autonomes n'ont de cesse de se définir comme les seuls révolutionnaires « purs ». Cette affirmation est la principale cause de leur mépris envers toutes les formes de mouvements de lutte qui, pour eux, se sont éloignés, ou n'ont jamais partagé cette idée du renversement de la société actuelle. Cependant, nous avons vu, que sur un très grand nombre de points, les autonomes ne travaillent pas dans une optique révolutionnaire voire, de par les justifications répressives qu'ils offrent, par exemple, au pouvoir, œuvrent activement à la marginalisation et au discrédit de ces idées.

Comment considérer alors ces groupes ? Un révolutionnaire se définit avant tout par une doctrine, une dialectique, une capacité à faire passer ses idées grâce à

une méthode, ainsi que par une perspective concrète donnée à celui-ci. Force est de constater que les autonomes ne répondent à aucun de ces critères fondamentaux. Ils n'ont de doctrine que la destruction, ils n'ont aucun argument construit politiquement, ils refusent toute méthode de circulation des idées révolutionnaires et n'ont aucun but concret à leurs idées. La seule chose qu'ils partagent avec les révolutionnaires est un sentiment de révolte contre le capitalisme, contre les injustices de notre société, contre le racisme, contre la guerre, contre le patriarcat... Ces sentiments sont ce qui pousse un individu sur une voie révolutionnaire. Il est souvent caractéristique de l'adolescence et il est d'ailleurs tout à fait logique de constater que la plupart des révolutionnaires le deviennent à cette étape clef de la vie, lorsqu'ils ont fini d'être des enfants et qu'ils ont découvert ce qu'était le monde qui les entoure. Ces révoltés peuvent alors faire en sorte que leur révolte trouve des débouchés politiques. C'est comme cela que l'on devient, dans la plupart des cas, un militant révolutionnaire.

Les autonomes possèdent, bien souvent, la révolte du pré révolutionnaire. Toutefois, ces individus n'ont pas la force d'esprit de la dépasser pour construire quelque chose autour. Ils s'entêtent à rester au stade juvénile du « tous pourris ! », « no future ! », « faut tout casser !! »... Ceci n'est pas étonnant de la part de gens très jeunes ou arrivant tout juste au militantisme, comme le sont la plupart des autonomes, et manquant cruellement de formation politique. Pour ce qui est du cas des individus de l'âge de Julien Coupat, et des plus vieux, cela devient tout de même plus inquiétant...

